



SPW TLPE

Département de l'Aménagement du territoire et
de l'Urbanisme
Direction du Développement Territorial

A l'attention de M. Thierry BERTHET, Directeur
Rue des Brigades d'Irlande, 1
5100 JAMBES

Namur, le **09 AVR. 2021**

Vos références : DATU/DDT/AF/MD/TB/JCJ/D5000/BdH

10578.4

OBJET : Avis du SPW EER – DEPA concernant ELIA ASSET SA – Inscription d'un périmètre de réservation pour l'implantation d'une liaison électrique THT entre Avelgem et Courcelles intitulé « Boucle du Hainaut ». Consultation organisée en application de l'article D.II.48, §4, du CoDT

Monsieur le Directeur,

En réponse à votre courrier du 11 février 2021 relatif à l'objet sous-rubrique, réceptionnée en nos services en date du 15 février 2021, je vous prie de bien vouloir trouver ci-après l'avis circonstancié sollicité.

Exposé du dossier et aspects énergétiques :

Considérant qu'en résumé, la demande porte sur l'inscription d'une zone de réservation visant à permettre la pose ultérieure d'une nouvelle ligne très haute tension à 380 kV d'une capacité de 6 GW et d'environ 84 km en vue de compléter le maillage du réseau électrique au standard européen, permettre le transfert et l'amenée d'importante quantité d'énergie dont l'énergie éolienne des parcs situés en mer du nord considérés comme neutre en carbone suivant l'axe ouest – est et le renforcement de la capacité du réseau du territoire traversé jugé en voie de saturation à l'horizon 2030 en reliant les postes d'Avelgem et de Courcelles en parcourant le Hainaut tout en accordant une attention particulière « à l'accessibilité économique et à la compétitivité des entreprises et des consommateurs ».

Considérant que la DEPA prend acte des fondements du dossier de demande, ainsi que de ses enjeux expliqués au sein du dossier de demande comme suit :

- « A l'heure actuelle, le réseau électrique 380 kV belge n'est pas complètement maillé entre le centre et l'ouest du pays. En effet, seule la liaison 380 kV entre les postes d'Avelgem et de Mercator (Kruibeke) via celui de Horta (Zomergem) assure notamment le transport de l'électricité en provenance des parcs éoliens en mer, de l'Angleterre, de la France et des Pays-Bas. La capacité de transport de cette liaison est occupée à être augmentée de 2x1.5 GW à 2x3GW, via la pose de conducteurs à haute performance (HTLS) » ;
- « Cette situation est actuellement acceptable compte tenu du volume actuel de la production d'énergie venant des parcs éoliens situés en mer du Nord et du fait que l'import du Royaume-Uni, de la France, des Pays-Bas reste limité de par la capacité des lignes actuelles » ;
- « Compte tenu des évolutions attendues présentées ci-dessus, cette situation ne sera plus acceptable. Même augmentée grâce à la mise en place de conducteurs plus performants, la capacité de transport de la liaison 380 kV existante Avelgem-Mercator sera insuffisante à terme et cette liaison constituera dès lors un goulot d'étranglement sur le réseau 380 kV belge pendant près de 40 % de l'année. La capacité de transport d'électricité entre l'ouest et le centre du pays est actuellement limitée à 6 GW (soit 3 GW en situation N-1) et est matérialisée par l'axe « Horta – Mercator ». Ce corridor est le seul capable de faire transiter l'énergie électrique produite en mer et importée depuis la France et le Royaume-Uni vers le centre du pays. À l'horizon 2030, les perspectives de production offshore couplées aux importations induiront une saturation de cet axe à hauteur de 40% du temps. Principalement, ce phénomène ne permettra pas le raccordement complet des nouveaux parcs éoliens en mer au réseau terrestre. Ceux-ci devront donc être amputés de près de deux tiers de leur capacité » ;
- « Maîtriser les coûts du système à un niveau abordable pour les petits et les grands consommateurs. La transition énergétique implique des coûts à tous les niveaux, mais l'immobilisme coûterait encore plus cher. La transition offre également des opportunités économiques à tous les niveaux. Une attention particulière sera accordée à l'accessibilité économique et à la compétitivité des entreprises, ainsi qu'aux consommateurs vulnérables » ;
- « Un développement stratégique de la capacité d'interconnexion est bénéfique pour l'ensemble du pays, puisque cette capacité d'interconnexion contribue à la réalisation des objectifs climatiques belges et européens et offre la meilleure garantie de prix compétitifs par rapport aux pays voisins. La création d'interconnexions supplémentaires s'accompagne également d'opportunités économiques pour notre parc de production national actuel et futur. Selon l'analyse de bien-être social, une capacité d'interconnexion supplémentaire représente clairement une plus-value dans les scénarios qui misent sur une forte augmentation de l'énergie renouvelable » ;
- « La « Boucle du Hainaut » représente une opportunité territoriale dans la mesure où elle assurera de manière principale le transport de l'électricité entre les postes d'Avelgem et de Courcelles. Les études effectuées par Elia montrent que cette nouvelle infrastructure permettra de soulager les principales lignes 150 kV et de rendre de la capacité de transport pour le réseau haute tension de la zone ».

Quant au fondement de la demande et du besoin ; de son adéquation avec les plans adoptés, stratégies et politique poursuivies :

Considérant que cette demande vise à terme la construction d'une infrastructure de transport importante qui permettra une mise en œuvre concrète des plans et schémas retenus dans le cadre des engagements pris par les entités du pays en faveur d'une transition énergétique ;

Considérant que même s'il ne revient pas concrètement à la DEPA de se prononcer sur le domaine de l'énergie et de ses impacts environnementaux (notamment ses conséquences comme le rayonnement électromagnétique, son impact potentiel sur la santé humaine ou animale ou sur les paysages et la biodiversité), relevant de la compétence d'autres services du SPW, il nous semble néanmoins légitime de mettre en lumière certains questionnements en la matière vu le nombre de réclamation ;

Considérant l'influence non négligeable de ces questions sur le dossier, notamment en termes de coût et d'impact possible sur la recherche des meilleures solutions techniques et économiques des diverses infrastructures à mettre en place dans le cadre de la transition énergétique ;

Considérant qu'il conviendra de tenir compte de l'impact des solutions techniques alternatives qui pourraient être imposées ou retenues (tronçons de lignes enterrées, AC-DC, disponibilité du type de câble retenu, délai et coût des interventions ultérieures...) afin de répondre aux diverses remarques et observations en matière d'environnementale ou d'aménagement du territoire à l'issue de la procédure et du tracé retenu, tant en terme de coûts directs et indirects que de risques identifiés sur le projet global ;

Considérant que ce projet est cohérent en ce qu'il participe à la mise en œuvre de politiques énergétiques adoptées visant une transition énergétique et un plus grand usage de sources d'énergies renouvelables ;

Qu'en effet, il figure dans le plan fédéral de développement énergétique, qu'il contribue à l'atteinte des objectifs du Plan National Energie Climat qui associe les entités fédérées, qu'il est ainsi mentionné au SDT et à la DPR du Gouvernement Wallon ;

Considérant la loi de sortie du nucléaire et le contexte de l'urgence climatique qui vise la réduction des émissions des gaz à effets de serre dans tous les secteurs, y compris celui de la production d'énergie qui se traduit au travers du mix énergétique retenu par une volonté d'intégration accrue des énergies vertes (dont l'éolien) intermittente sur les réseaux dont la structure et le dimensionnement doivent dès lors être adaptés en conséquence ;

Considérant toutefois que cette transition doit être juste et que les conséquences négatives de cette transition ne doivent pas avoir un impact disproportionné sur certains groupes ;

Considérant que cette infrastructure permettra par ailleurs de renforcer le réseau de transport européen à 380 kV, contribuera à l'interconnexion entre régions européenne, favorisera l'emploi d'énergie intermittente et sécurisera le transfert d'importante quantité d'énergie d'ouest en est au niveau Belge et régional en particulier (vers le Hainaut, Namur et Liège) ;

Considérant qu'à défaut de bouclage du réseau suivant l'axe est-ouest, objet de cette demande, la sécurité de l'approvisionnement en énergie par la frontière française ou par les champs éoliens situés en mer du nord pourrait être compromise (règle N-1) compte tenu de la quantité d'énergie conséquente amenée à transiter à terme le long de cet axe ouest - est (2x6 GW ou 9 GW en N-1) que les besoins actuels et à court terme dépasseront sous peu la capacité opérationnelle de la liaison rénovée entre les postes dits Horta et Mercator qui forme un goulot d'étranglement sur le réseau actuel (6 GW et 3 GW en N-1); que de surcroît, l'absence de cette infrastructure de transport ne permettra pas l'apport d'énergie verte du futur parc éolien en mer du Nord mené à l'initiative du Fédéral ou d'autres parcs éoliens permettant un approvisionnement neutre en carbone et d'atteindre les objectifs climatiques fixés ou de bénéficier des avantages d'une nouvelle interconnexion vers les unités de production (principalement de nucléaire) Françaises permettant un accès à des prix compétitifs ;

Considérant l'impact attendu de la transition énergétique (dont le développement de l'électromobilité et des pompes à chaleur) sur l'augmentation de la consommation d'électricité verte, la volonté de diminuer l'usage des combustibles fossiles et de décarbonater les industries ou l'impact des autres plans jugés prioritaires tel la transition numérique (déploiements de la fibre optique, dématérialisation et data center, développement de la 5G) ou la volonté de renforcer la résilience en réindustrialisant le territoire ou permettre le développement d'entreprises actives dans l'économie circulaire ;

Considérant la nécessité et l'obligation de reconfigurer certains éléments du réseau afin de satisfaire les différents usages et de transporter à terme plus d'énergie, à faible émission de carbone ;

Considérant la complexité du marché de l'énergie dont une partie est libéralisée et où plusieurs acteurs se côtoient et interagissent dans un cadre réglementaire (européen, national et régional) déterminé ; qu'au niveau réglementaire, les compétences sont partagées entre les entités fédérées dont un des rôles est de pourvoir au bon fonctionnement du marché, notamment au travers des réseaux et à prendre des mesures utiles afin de permettre au marché d'investir et d'atteindre en retour les objectifs sociétaux escomptés ; qu'il importe que les politiques et actions respectives soient alignées et prévisibles en vue d'atteindre de la manière la plus efficace, notamment sur le plan économique, les objectifs fixés, dans l'intérêt des consommateurs et des entreprises ;

Sur cette base, la DEPA estime la demande fondée ;

Quant à la capacité nécessaire pour la ligne :

La DEPA prend acte des chiffres communiqués au dossier par le gestionnaire du réseau et demandeur, chiffres confirmés par l'expert mandaté à cet effet ;

Toutefois, la DEPA estime que le dossier est peu étayé sur ce point et n'apporte pas en soi les éléments nécessaires à la démonstration concrète de l'absolue nécessité de la réalisation du projet tel que présenté ;

Considérant que le dossier présenté n'est pas assez étayé au sujet des diverses solutions et alternatives possibles permettant de répondre de manière efficace aux besoins énoncés et aux transferts d'énergie entre les régions concernées qui en découlent ;

Que le dossier présenté ne contient pas les éléments permettant de s'assurer que la solution proposée est celle qui présente le meilleur ratio coût/ bénéfice pour la collectivité en terme de cout final d'accès à l'énergie pour les différentes catégories d'utilisateurs et profil de consommation dont les entreprises tout au long de l'année ; que le cout de l'énergie varie sensiblement selon la loi de l'offre (entre autre des énergies intermittentes) et de la demande et comprend une part non négligeable pour la rétribution du gestionnaire de réseau qui répercute le prix du cout de son infrastructure et de l'exploitation du réseau dans le cadre de sa mission de service public (on évoque pour ce projet un investissement de l'ordre du demi-milliard en solution « aérien - AC », sans enfouissement de ligne) ;

Considérant qu'en ce qui concerne la fiabilisation de l'approvisionnement électrique pour les consommateurs au meilleur cout, dans le respect du mix énergétique retenu, le dossier ne démontre pas l'impact réel ou les opportunités économiques d'alternatives réalistes en la matière ou en cours de développement et qui pourraient être disponibles à l'échelle temporelle du projet et qui peuvent avoir pour effet d'en réduire son ampleur et potentiellement, son emprise le long du tracé et en favoriser son acceptation : recours à la construction de centrales au gaz(vapeur) pour le renforcement de l'alimentation du réseau local, voire régional par des modes de production d'énergie conventionnels permettant de limiter l'impact négatif des unités de production intermittentes sur le prix de l'énergie tout en renforçant l'autonomie énergétique de la région (en lien le mécanisme fédéral de rémunération de capacité dit « CRM » dossier toujours en cours ou la question du maintien possible d'une production nationale nucléaire adaptée), construction de nouvelles stations de pompage et turbinage permettant de stocker de grandes quantité d'énergie (présence d'anciennes carrières, d'eau ou de relief en RW), stimulation du marché du stockage par hydrogène (vert ou au départ de différentes solutions techniques) en valorisant l'infrastructure H2 déjà bien présente sur le territoire national ou via d'autres vecteurs (carburant de synthèse) ou usages (chaleur), renforcement de l'autoconsommation de la production renouvelable locale, de la consommation en circuit court et du stockage local (développement des CER) pouvant diminuer et lisser la demande et augmenter la résilience énergétique et la compétitivité des entreprises, modification des comportements et gestion différenciée des pointes sur le réseau liées au développement des smartgrids (en combinaison avec l'électro mobilité et la transition numérique), renforcement d'autres points/nœuds du réseau ou encore, ligne de moindre puissance du fait de la combinaison de plusieurs solutions ;

Considérant que la question des alternatives, notamment de moindre capacité, au sein du dossier reçu n'est pas clairement étayée et ne permet donc pas au décideur de se positionner en connaissance de cause ;

Quant au besoin de renforcement de l'alimentation du réseau du territoire traversé et des parcs d'activité :

Considérant qu'en son dossier Elia estime que le réseau à 150 kV du territoire traversé arrive à saturation à brève échéance (horizon 2030) et qu'il existe une opportunité, au travers de son projet, de soulager ce réseau et de lui rendre de la capacité de transport en créant des points de piquage au départ du tracé de la nouvelle infrastructure, objet de la demande ;

Considérant que le Hainaut a la particularité d'encore disposer de grands terrains industriels en un seul tenant, destinés à l'accueil de grandes entreprises aux besoins énergétiques souvent importants, en lien avec la nature de leurs activités ;

Considérant que suivant les informations reçues en retour de l'opérateur Idea, informations basées sur les données et méthode de calcul utilisées par les gestionnaires du réseau (GRD et GRT), il ressort que certaines demandes d'investissement et de terrains nécessitant un raccordement industriel au réseau ne peuvent déjà plus actuellement être contractuellement rencontrées sur certains parcs d'activité industriels dès lors que la capacité d'alimentation des sites concernés est déjà limitée ou nécessiterait des travaux importants ;

Considérant qu'une expertise a été sollicitée sur les besoins de renforcement de l'alimentation de ce territoire et que cette dernière n'ayant pas encore été communiquée, qu'il est prématuré, à défaut de disposer de données plus précises sur le sujet, de remettre un avis au-delà de ces premières observations ;

Quant à l'impact du tracé proposé sur les zones d'activités :

Considérant donc que, afin de réaliser ce projet, des travaux seront nécessaires dans les postes d'Avelgem et de Courcelles pour accueillir la nouvelle liaison et la connecter aux éléments existants du réseau ;

Considérant qu'à Courcelles, ces travaux sont planifiés dans la zone d'activité économique industrielle inscrite au plan de secteur ;

Considérant que le dossier analysé présente les impacts de la zone de réservation projetée relativement aux affectations au Plan de Secteur, le tronçon « VI » touchant 0,3 ha de zone d'activité économique mixte (ZAEM), le tronçon « VII » touchant 16,9 ha de ZAEM, le tronçon « VIII » touchant 0,2 ha de ZAEM, les tronçons « IX » et « X » touchant respectivement 0,6 et 0,1 ha de zone d'activités économique industrielle (ZAEI), soit un total impacté de 17,5 hectares de ZAEM et 0,6 hectares de ZAEI ;

Considérant par ailleurs que l'analyse des affectations au plan de secteur présenté au sein du dossier ne fait pas la distinction entre les diverses catégories d'activités recouvertes dans ces ZAEM et ZAEI, comprenant notamment des parcs d'activités économiques et des carrières et zones d'extraction ; Considérant qu'il conviendra aussi d'évaluer l'impact concret de cette infrastructure sur l'exploitation économiques des richesses du sous-sol (décaissement et zones de passage des pylônes, passage d'engin hors gabarit dans la zone de réservation, impact de possible tirs de mine...) ;

Considérant que l'analyse AFOM réalisée au sein du dossier confirme par ailleurs les faiblesses du projet présenté, notamment le surplomb de zones d'activités économiques, et qualifie même en « menace » les contraintes pour ces parcs d'activités, dont les éventuelles futures extensions de ces zones ;

Considérant que le surplomb de ces zones est problématique dans la mesure où elle pourrait entraver ou geler certains actes nécessaires (extensions, implantations) ou activités, voire déprécier les investissements consentis par la Wallonie dans le cadre de l'équipement des parcs d'activités économiques ;

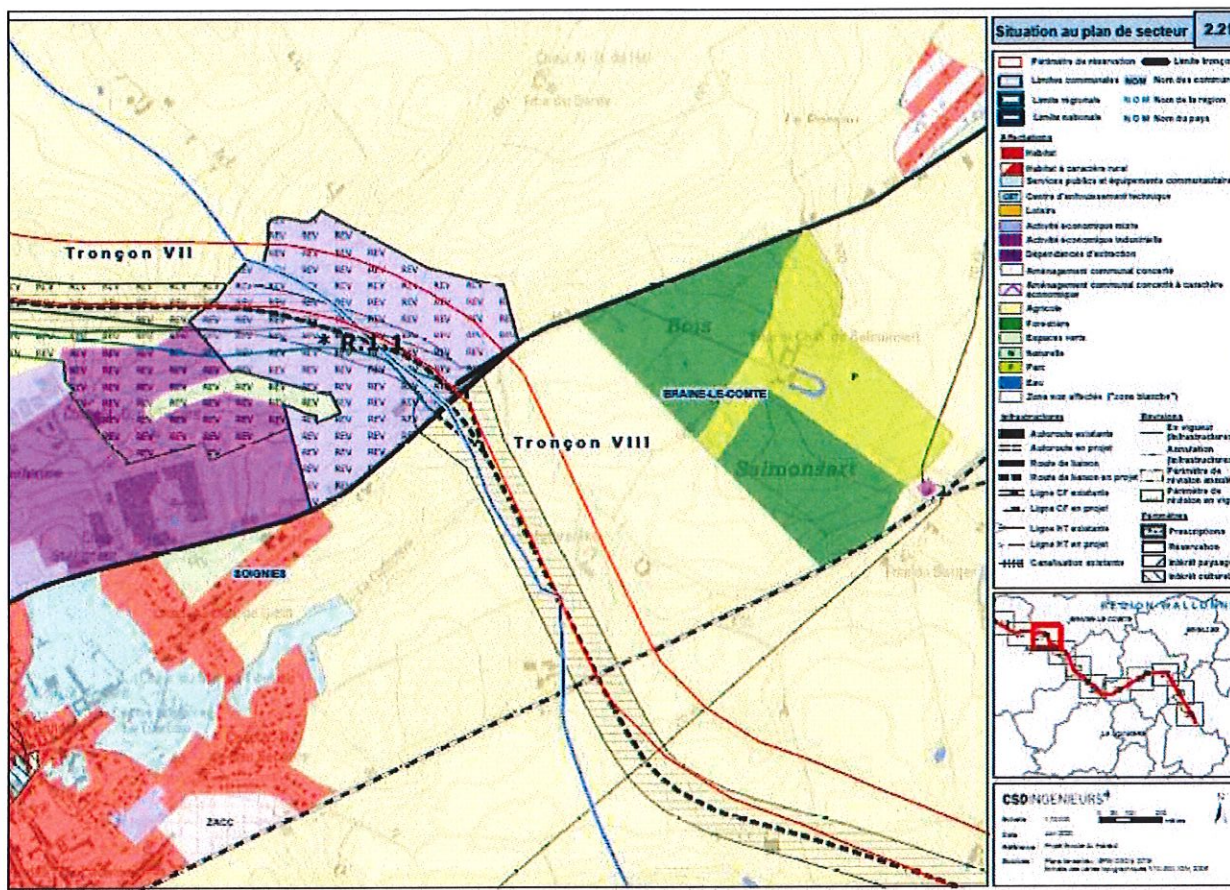
Considérant que les compensations évoquées par le projet dont la gestion l'impact visuel et l'intégration paysagère ne permettent en aucun cas de gommer ces conséquences néfastes ;

Considérant que l'attention de la DEPA se focalise plus particulièrement sur deux zones d'activités économiques surplombées par le tracé évoqué : la zone industrielle de Feluy, Familleureux et Marche-lez-Ecaussinnes (territoire de SENEFFE) et la zone d'activité économique prioritaire de Soignies dite "La Guelenne" (territoire de SOIGNIES) la plus lourdement impactée par le tracé proposé ;

Considérant qu'en ce qui concerne la zone industrielle de Feluy, Familleureux et Marche-lez-Ecaussinnes (territoire de SENEFFE), la zone de réservation ne touche que très partiellement le parc mais surplombe de potentiels terrains pouvant être visés par une extension de cette zone d'activités ;

Considérant par ailleurs l'avis de SENEFFE qui se dit « défavorable au projet de demande de révision des plans de secteur tendant à l'inscription d'un périmètre de réservation pour permettre au gestionnaire de réseau électrique, la SA ELIA Asset, d'installer une ligne aérienne de très haute tension de 380.000 Volts en courant alternatif entre Avelgem et Courcelles, en passant par le territoire de plusieurs communes du Hainaut, dont notre Commune de Seneffe (Boucle du Hainaut) » ;

Considérant qu'en ce qui concerne la Zone d'activité économique prioritaire de Soignies dite "La Guelenne" (territoire de SOIGNIES, soit tronçon « VII » et « VIII »), la zone de réservation d'environ 200 m surplombe directement des terrains équipés il y a peu via les crédits du plan Marschall et actuellement en cours de commercialisation ou de construction, ainsi que de potentiels terrains pouvant être visés par une extension de cette zone (voir carte ci-dessous, extraite du dossier soumis à avis) ;



Considérant l'avis de l'Intercommunale IDEA, reconnue comme opérateur au sens du décret du 2 février 2017 relatif aux parcs d'activités économiques, gestionnaire du parc d'activités de la Guélenne : « *IDEA s'inquiète fortement de la traversée du projet de tracé à l'intérieur même de la ZAE de Soignies, le long de la N57, portant préjudice à son potentiel foncier, particulièrement sur la moitié nord, en termes d'accueil des entreprises et de création d'emplois, lequel parc a été équipé sur base de fonds publics dans le cadre du décret PAE. Cette proposition impacte d'ores et déjà sept entreprises dont une actuellement en construction (SCAM, ARTEMIO, A. Max MOTOR, ECONERGY, Châssis Vitrierie François, AGRARIUS en construction), pour un total à court terme de plus de 55 emplois et un potentiel de 200 emplois supplémentaires sur les terrains encore disponibles* » ;

Considérant que la DEPA partage totalement cet avis exprimé ;

Considérant l'avis du Service Urbanisme de la Ville de Soignies : « *Ce tracé va impacter la partie Nord-est de la zone d'activités économique pour laquelle les terrains sont en cours de commercialisation [...] la zone de réservation induit [...] qu'aucune réservation « autre » ou aucune construction ne puisse y intervenir [...] voire même de façon définitive. Cette extension de la zone d'activités économique ne présente déjà plus qu'à ce jour qu'une superficie « disponible » de 25,85 hectares sur 55 hectares. [...] Il convient donc de veiller à ce que les zones définies pour l'accueil d'activités économiques telles qu'inscrites à ce jour soient préservées, sachant que le territoire ne présente plus, à ce jour, d'autres alternatives pour l'accueil des activités concernées par une implantation en ZAE* » ;

Considérant que la DEPA partage totalement cet avis exprimé ;

Considérant la décision de la Ville de Soignies d'émettre un avis défavorable dans le cadre de ce dossier ;

Considérant que le tracé impactera aussi une zone d'extraction sur cette commune ;

En conclusion : Avis DEPA

Considérant que les arguments principaux justifiant la réalisation de cette boucle seraient : des prix compétitifs en matière d'énergie dans l'intérêt des consommateurs par une meilleure interconnexion des réseaux, éviter une surcharge du réseau (et les surcoûts associés) et une contribution à l'atteinte des objectifs fixés dans le cadre de la transition énergétique dès lors que cette liaison permettrait de favoriser la consommation des énergies renouvelables ;

Considérant que l'argumentation du dossier n'est pas très « illustrée » (claire et détaillée notamment sur la gestion des alternatives), que la demande devrait être mieux contextualisée et vulgarisée eu égard aux choix de société auxquels il entend répondre, que l'analyse du bien-fondé de la réalisation de ce projet est dès lors difficile, voire complexe ;

Considérant que ce projet est repris au plan fédéral de développement énergétique, qu'il contribuera à l'atteinte des différents objectifs fixés et est cohérent avec les plans et politiques élaborés dans le contexte de la transition énergétique poursuivie par les différentes entités du pays ;

Considérant qu'en ce qui concerne les aspects économiques pour la Wallonie, le dossier tel que reçu évoque à plusieurs reprises l'opportunité pour le développement/ l'attractivité économique, mais ces « opportunités » ne sont nullement détaillées ou concrètement explicitées hormis la justification qu'à défaut de réaliser le projet sollicité, le réseau du territoire traversé sera à saturation à l'horizon 2030 ce qui aura pour effet de limiter l'attractivité économique du Hainaut ;

Considérant toutefois que la motivation du projet et la justification des objectifs poursuivis décrite au dossier ne permettent pas en soi de démontrer concrètement que le projet tel que présenté serait la solution qui présenterait le plus d'avantages économiques ou les moindres incidences négatives en vue de répondre aux objectifs fixés dans le cadre de la transition énergétique - notamment en termes de coûts pour les consommateurs, d'avantages économiques pour la RW ou de moindres inconvénients ; la DEPA regrette ainsi l'absence d'analyses d'alternatives au projet, principalement en terme de coûts pour l'accès à l'énergie, analyses qui pourraient avoir pour effet de confirmer l'importance du besoin ou déboucher sur des alternatives de moindre capacité couplées à d'autres solutions ou équipements présentant plus d'avantages ;

Considérant que ce projet surplombera et impactera une partie de ZAE équipée (et subsidiée) et sur laquelle des entreprises sont actuellement en cours d'installation à Soignies;

Considérant que ce projet pourrait grever un potentiel de 200 emplois et un potentiel foncier déjà équipé non négligeable en ZAEM ;

Considérant que dans ce cas, un tracé alternatif est IMPERATIF pour cette partie du tracé ;

Compte tenu de ce qui précède, la DEPA émet un **avis favorable à la poursuite de la procédure aux conditions suivantes :**

- Justifier et s'assurer, dans le contexte de la transition énergétique, que la solution proposée au projet ou son alternative en terme de tracé présente le plus d'avantages, principalement en termes de couts, retombées économiques et de moindres inconvénients en comparaison avec d'autres solutions alternatives/scénarios nécessitant de moindre capacité ou investissements afin de garantir le meilleur cout d'accès à l'énergie pour la collectivité ;
- Déterminer les impacts précis (techniques, temporel) du projet sur le PAE de Soignies et si besoin, trouver une alternative de tracé afin d'éviter de grever les terrains équipés et disponibles ;

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Luc Vandendorpe
(Signature)

Par délégation, le / / ,
Signature numérique de Luc
Vandendorpe (Signature)
Date : 2021.04.08 12:36:51 +02'00'
Luc Vandendorpe
Inspecteur général délégué

Isabelle QUOILIN
Ir. Directrice Générale

Date de la signature :